# Ouid May LIBRARY

VOL. IX NO.21

Ce sera, ssure dans iété, de la cains ont nouvelle les sexes conomie

l exagérée

ontre bien n question

e l'analyse galité des

ect avec le ntralisation et fédéral et

discussions

le période.

t tantôt das

quement a

la mise a

ie nationale, questions al-

able-distribi-

.....

ca, mais m

ute cette con

age, c'estpa

ns! McGilla

politique qu

gue, une obi

aitée à loub

débats se

ntifiée: c'é

ourtant ch

r bleue del

one formed

le 13.

er!"

McGILL UNIVERSITY FACULTY OF LAW FACULTE DE DROIT DE L'UNIVERSITE McGILL

March 21, 1989 le 21 mars, 1989



## LA COMMISSION DUBIN ÉTEND SON MANDAT AUX TRIBUNAUX-ÉCOLE

SEULS LE JESSUP ET LE ROUSSEAU ÉCHAPPENT A LA VAGUE LAVALLOISE

TORONTO (BURP) - Dans un geste sans précédent, la Commission Dubin sur l'usage des drogues dans les sports a décidé de franchir la frontière qui sépare les compétitions sportives et académiques. Elle se déplacera à Québec pour enquêter sur les allégations de dopage qui pèsent sur les équipes de plaidoirie de l'Université Laval.

Après la victoire des Lavallois dans le Laskin, qui faisait suite à leurs triomphes dans le Gale et le Mignault, l'instructeur de l'équipe de McGill, M. Peter Oliver, a déclaré aux journalistes dans un de ses rares accès de colère : «Je les ai vus plaider les préliminaires hier. Je ne sais pas ce qu'ils ont mangé, mais ce n'étaient plus les mêmes aujourd'hui». Ses dires ont d'ailleurs été confirmés par un des honorables juges de la finale, qui nous a demandé de taire son nom, et qui nous a confié : «Je ne comprends pas. Je m'attendais à faire face à des plaideurs étudiants ordinaires, que je prends toujours un malin plaisir à démolir. Mais l'équipe gagnante était vraiment dans une classe à part. Ils (elles) ont plaidé comme des vieux routiers, à un point tel que je me suis endormi, comme je le fais tous les jours en Cour fédérale.»

Le moulin à rumeurs avait d'ailleurs été alimenté par une foule de ragots qui lui avaient en quelque sorte mis la puce à l'oreille. En effet, la Faculté de droit, en octobre dernier, a embauché un nouvel entraîneur pour ses équipes de plaideurs. Il s'agit d'un dénommé Charles François, qui revenait alors d'un séjour mouvementé en Corée, paraît-il. En collaboration avec un certain Docteur A. Stéphane, il aurait semble-t-il administré des substances illicites aux plaideurs de l'Université Laval.

sources généralement bien approvisionnées auraient vu des étudiants qui, un mois plus tôt, ne pouvaient même pas soulever Chevrette et Marx, se mettre à en réciter de grands chapitres par coeur pour ensuite entrer dans une transe mystérieuse. Un des poulains de François serait même parvenu à comprendre le renvoi de 1982 sur le rapatriement de la Constitution, une tâche jusqu'alors impensable!! Mais l'exploit le plus remarquable provient sans doute de ce membre de l'équipe du Laskin qui aurait, nous dit-on, mais nous avons peine à le croire, réussi à réconcilier les théories de Yves-Marie Morissette avec la jurisprudence de droit administratif.

Un enquête approfondie - les poubelles sont grosses à l'Université Laval - a permis de dénicher la substance qui aurait été employée, soit la jurostérone, qui produit malheureusement des effets secondaires

déplorables. En effet, les cobayes des tests de laboratoire, suite à l'absorption de cette drogue, ont vu leur tête s'enfler, leur capacité d'interaction sociale disparaître, et ils ont développé une accoutumance irréversible aux bibliothèques, surtout après minuit.

Espérons que la commission Dubin saura faire la lumière sur toute cette affaire et félicitations encore aux «naturels» de McGill qui ont gagné le Rousseau et qui iront en finale internationale à Genève en mai prochain.

#### Quote of the Week

Prof. Klinck in Equity and Trusts:

"You could always change you will until you die - after that it becomes increasingly difficult."

Prof. Klinck in Criminal Law:

"There is nothing wrong with fornication ... at least from a legal point of view."



## ANNOUNCEMENTS

#### **Transfer Opportunity**

François Hébert, Université d'Ottawa, (613) 231-7709, (514) 739-8309. Intéressé à transférer à Montréal pour le Barreau.

#### Quebec Bar / Barreau du Québec

Representatives of the Quebec Bar will meet with students who are interested to proceed to the Bar Training Program and will answer their questions on Thursday March 23rd at 1:00 p.m. in Room 101.

Des représentants de la Formation professionnelle du Barreau du Québec rencontreront les étudiants qui envisagent de faire leur Barreau et répondront à leurs questions sur le programme de Formation professionnelle, le jeudi 23 mars à 13 h, au local 101.

#### **Term II Examinations**

Term II Examination Schedules - Winter Term Examination Schedules are now available at the Student Affairs Office.

**Examination Numbers -** All examinations are written by an examination number; these are now available at the Student Affairs Office.

Deadline for Submission of Essays and Term Papers - Please note that all essays and term papers are due at the Student Affairs Office by Friday, April 7, 5:00 p.m.Extensions are not granted without prior permission from the Associate Dean.

#### **Tutorial Leaders**

Students interested in acting as Legal Methodology tutorial leaders (first year tutorial programme) for the 1989-90 academic year are invited to pick up and complete and application forms from available at S.A.O. Application deadline is Friday, March 24. For further information about the credit weight, honorarium etc... students should contact Prof. Harvison Young (398-6636).

#### Orientation - Welcome Week 1989-90

As chairman of orientation committee last September, one of the hardest things to do was to track down all of the club presidents to get blurbs about their groups into the handbook for first-years.

The task of next years chairman would be much easier if every group, when they elect or appoint new executive members, send the name and *summer* phone number to the L.S.A.

Please send this information to me, c/o the Yearbook committee box in the L.S.A. office and I will compile a list for next year's chairman. In this way, you can be sure that your group will be represented in the handbook and the orientation committee's task will be a little easier. Thanks, Karen Amaron.

#### Law Journal

The McGill Law Journal will be holding an information session on Wednesday March 22 from 12 to 2 pm in Room 101 for all students interested in working on the Journal next year. Members of both the Senior and the Associate Boards will be present to answer any questions or dispel any doubts that you may have. The Journal office will be holding an open-house afterwards.

Although the actual selection of the Associate Board will only take place next September, now is the time to start thinking about it. There is a possibility of some Journal work for those students who are interested in doing a trial assignment over the summer. Details will be provided at the session.

#### Lafleur, Brown, de Grandpré

Nous procédons actuellement au recrutement d'étudiants(es) afin de travailler pendant l'été 1990 à notre bureau de Montréal. A cet effet, je me rendrai à la Faculté le 22 mars 1989 dans le but d'y rencontrer les étudiants(es) qui entendent s'inscrire à l'École de formation professionnelle du

Barreau du Québec en septembre 1990 et qui désirent poser leur candidature pour cet emploi.

Si vous désirez me rencontrer, je vous prie de bien vouloir vous inscrire auprès de ma secrétaire, mademoiselle Lise St-Amour, 878-9641, afin d'obtenir une entrevue durant la journée du 22. Je vous prie de vous présenter à l'entrevue avec un curriculum vitae et un relevé de vos résultats des dernières années.

Pour mieux vous situer, notre étude à Montréal est présentement composée de 50 avocats qui oeuvrent dans tous les domaines de la pratique du droit à l'exception du droit pénal. La majeure partie de notre pratique s'exerce en matière de droit administratif, de litiges commercial et d'assurance, de droit ficsal et corporatif et de financement public et privé d'entreprises.

#### B.C.L. III - Class Picture

The class picture will be taken on Wednesday, March 22 at noon on the front steps.

#### Congrad-d-dulations, Skippy!

What was it? The vodka? Kraft dinner? I always knew you could talk *alot* - but I did not know you could talk so well!

Found / Trouvée - a pair of gold clip-on earrings. If they belong to you, contact Jeanne Cadorette, LL.B IV.

#### Bookstore

Dernière journée d'affaires à la librairie de l'A.E.D: le 22 mars 1989. Heures d'affaires: lundi et mercredi 12:00 - 2:00.

Last day of business at the L.S.A. bookstore: March 22, 1989. Business hours: Monday and Wednesday, 12:00 - 2:00.

# Language Requirements: Un Pas dans la bonne direction

by Jeanne Cadorette, LL.B. IV

The first ability that a law student has to develop is to be able to read and understand statements and to criticize them in a way that will respect the underlying purpose of the proposition.

Someone who writes in a newspaper has to be even more careful because of the impact that an article may have on the readers. The journalist has to understand clearly what he/she is talking about. But that is obviously not always the case and coverage of a situation can be completely misleading.

The law faculty discussion paper on the compulsory language requirement made the front page of the March 15, 1989 issue of the McGill Daily. As a sub-title, we read: "Proposal to add French to law faculty admission requirement may discriminate...." Nowhere in the

discussion paper can we find such a proposal to impose an admission requirement based on language. On page 3 of the proposal the committee states that: "Upon reflection, however, it seems wiser to spread the language requirement over the student's entire three or four years at McGill." Rather than an admission requirement, the proposal is intended to require to take law courses in a second language in order to improve the knowledge of that second language.

Students are not asked to be fluently bilingual before entering into law school. Nor is it demanded that they be fluently bilingual in order to graduate. All that is required is a certain number of credits in a second language.

I admit that the proposal does not deal comprehensively with the issue. The faculty cannot oblige people to take courses in their second language without allowing them to learn it in the first place. The faculty would probably have to let students take French language courses for credits in their first year in order to be able to understand the substantive law taught in French in upper years. It would be a first step in the right direction. You can't expect people to learn a language by reading street signs.

The faculty would also have to offer more French courses and probably have to hire more French Professors (or let some English-speaking professors who are fluent in French teach their courses in French.)

Such a change in the faculty's curriculum has to be analyzed in depth and and it will take time before it's implemented. The faculty will have to do more than require students to take a

cont'd on p.6





Canada's Most Trusted Name in Formal Wear. 108

DISCOUNT

FOR GROUPS OF

15 OR MORE

Quid Novi is published weekly by students at the Faculty of Law of McGill University, 3644 Peel Street, Montreal, H3A 1W9. Production is made possible by support of the Dean's office and by direct funding from the students. Opinions expressed are those of the author only. Contributions are published at the discretion of the editor and must indicate author or origin.

Jeanne Editor-in-chief Cadorette Rédactrice-en-chef Ron Associate Editor Lauenstein Rédacteur adjoint Dan **English Editor** Urbas Rédacteur anglais French Editor Rédactrice française Alessandra Production Manager Massobrio Directeur de gestion Normand Treasurer Perreault Trésorier Contributors Ali Argun **Participants** 

Patricia Armstrong

François Cossette

Colin Baxter

Anthony Fata

Mayo Moran

Phillip Pike

Pierre Larouche

Quid Novi est une publication hebdomadaire assurée par les étudiants de la faculté de droit de l'université McGill, 3644 rue Peel, Montréal, H3A 1W9. La publication est rendue possible grâce à l'appui du bureau du doyen, ainsi que par le financement individuel des étudiants. Les opinions exprimées sont propres à l'auteur. Toute contribution n'est publiée qu'à la discrétion du comité de rédaction et doit indiquer l'auteur oû son origine.

## Calendar of Events

March 22 12h00 - 14h00 Room 101 McGill Law Journal information session

March 23 13h00 Room 101 Formation professionnelle du Barreau du Québec

March 23 16h00 - 19h00 Common Room Happy House Coffee Hour

March 31 12h00 Room 202 Legal Theory Workshop: Michael Moore (Southern California)

March 31 8h00 Moot Court, Rms 101, 102 and Common Room
Law & You Seminars: "Implementation of the Free-Trade Agreement
- Laws and Regulations"

# Where Are They Now?

by Richard Rosensweig, B.C.L. II

Everyone remembers the courageous stand against religious oppression made by Big M Drug Mart in 1985. After being charged with unlawfully carrying on the sale of goods, contrary to the Lord's Day Act, Big M fought for its religious right to stay open on Sundays and make all the money that its spiritual conscience would allow. Big M won that noble fight, and has been serving its equally religious clientele each Sunday ever since.

We recently caught up with the Reverend Peter Greedy, President and Chief Spiritualist of Big M. The Reverend Greedy informed us of some of the corporate philosophy that led Big M to its fight against religious persecution.

"We here at Big Money ... er, ah, Big M have always believed in the sublime power of cash. When we were charged under the Act, we knew that our very souls were on the line. Also, our loyal flock of fellow believers were in danger of having their fundamental freedom of worship denied."

Indeed, Big M seems to have lived up to its

obligation to its devout followers. It has established 25% off "Heal Yourself Specials" on all "sacred medicines", including Tylenol. Moreover "Perrier" and "Evian" have been banned from the store as "heretical beverages". Now the store sells only "Big M Holy Water" at a 100% mark-up. Says Greedy, "We just weren't making enough money on those products; it was a sin!"

As of late, Big M has gone beyond its cause and has taken up support of others seeking to protect their Charter rights. In order to raise money for recent challenges to Canada's abortion laws, Big M has launched the "Burowski Body Products Sale-a-thon" with 10% of profits going to pro-life groups. Says Greedy, "Pregnant women and babies need a lot of drugstore products. If we don't stop the government from overriding Charter rights, we'll never make a penny!"

It is refreshing to see that Big M has take the Charter seriously since winning its own case. There is nothing we despise more than parties who use the Charter to protect themselves in litigation, but then don't give it a second's thought in everyday life.

# May it Please the Court: Mooting and Beyond

by Jennifer Dolman, LL. B III and Julia Hanigsberg, B.C.L. II

#### I FACTS

and "Evian"

ne as "herei-

ore sells only

10% mark-q

ren't makin

ucts; it was

yond its cas

hers seeking!

n order to rais

s to Canadi

launched to

Sale-a-thor

ro-life group

nen and babi cts. If we dr

erriding Co

a penny!

M has taked ning its of

nise more to

protectite

on't gire!

Once first year moots are over opportunities to practise your pleading skills are not exhausted. There remain five competitive moots, the Laskin (administrative/constitutional), Gale (private/public/Charter), Rousseau (international), Jessup (international) and Migneault (civil law), which hold try-outs in the fall. Facta are due in January and February and pleadings are completed by mid-March at the latest.

Having returned from a fun-filled weekend in Moncton, N. B., the applicant, Laskin-89 McGill Respondents, seeks a declaration encouraging McGill students to participate in competitive mooting.

# II APPLICANT'S POSITION WITH RESPECT TO THE POINTS AT ISSUE

#### 1. The intellectual challenge: preparation

Counsel submits that advanced mooting provides a rewarding, stimulating, intellectual experience with all the "extras" that such an experience brings.

Keys to private office in the library. After-hours access.

Mastering Wordperfect - especially margins/ headers.

Each mooter is expected to abandon all other course work in favour of THE FACTUM.

1000 pages behind in Commercial Transactions as of March 13.

Parents mortgaged house to pay for copying notes from missed classes.

#### 2. Practice pleadings

It is respectfully submitted that competitive mooters enjoy the thrill of being able to plead

in front of their professors and classmates.

Humiliation at the hands of students only one year higher than us.

Prof. Tetley told us we lacked passion.

Gary Bell advised us on the finer points of conjugating "le subjonctif".

The Dean had problems mastering the facts (and we were expected to understand the law!).

#### 3. The Main Event

Counsel submits that excitement such as the opportunity of flying non-stop Air Nova to Moncton, N.B. should not be missed.

Choice of peanuts or Dad's cookies. Captain told us the temperature outside the aircraft at regualr intervals.

Only by entering a mooting competition are students able to spend a weekend in a luxury downtown hotel.

Teams from 15 schools under the same roof (with Université de Montréal just across the hall!).

Prof. Morissette just two doors away.

Hospitality suite with local N.B. beer. Coach/chaperone (a.k.a. "Prof" P.C.O.) watching out for us.

Wake-up calls in both official languages.

#### 4. The Moots Themselves

Counsel submits that advanced mooting provides mooters with a taste of the real court room experience.

Nausea and head spins.

Real court rooms complete with officers, ice water, noisy translators and microphones.

Benches sometimes containing "genuine" judges.

#### 5. Post-mooting Elation

Only by mooting competitively is it possible to experience what is commonly referred to as "post-mooting elation" ("PME")

Smiling until your cheeks break.

Drinking double-shot, horseradish laden
Bloody Cesars with your judges.

cont'd on p.6

### Bar/Bri -New York Bar Review Program

Quebec, Ontario and British Columbia define only the limits of your imagination, not the possibilities available to you as a law school graduate. Alternatives do exist outside of Canada, and New York is one of the more attractive of these. Bar/Bri offers the most extensive of all the bar preparatory courses in New York, as well as offering preparatory courses for bar exams in most other states.

Being a member of the New York Bar also has attractive advantages for the student who is not necessarily interested in practicing law, either in Canada or in the States. If you are considering working abroad, being a member of the New York Bar carries considerable weight with overseas companies.

All those interested in either writing the New York Bar, or simply in obtaining more information, are asked to contact Joani Tannenbaum at 989-1529 for details.

## Where has the Peace Train Gone?

#### by Marla Weinstein, B.C.L. II

Where has the peace train gone?
It rode away with Rashdie today.
A name I barely knew
Has grabbed the many times I flew
With children playing
(away from the scrapers that fill the air).

It seems that the room Somehow got crowded up there.

Another Saturday night
And I still sway the grooves
Of the man who had tea
With a Boatman (or two).
And you know he still drinks
With Buddhah and Maude;
But the brew's somewhat bitter

Oh, isn't it odd?

How identities vie For six sides of the Die? And the Son meets the Father And they see Eye to Eye

Convictions restored.

Convictions are fine When they intertwine With singing and freedom And a million Things to do (you know that there are).

But you've slept too long And woke up with a soul That's malignant and scarred. You're a Hard Headed Man Yusaf Islam And Death's Disguise Is still hanging on You.

Too shocking to see
That train wimper away.
It used to sound louder
My Yusaf.
My Islam.

Has your smile turned into a growl Seeing the world as One? Or have you been crying lately As I cry for you?

You've turned my world around One more time.

## Mooting and Beyond cont'd from p. 5

The Banquet - the "Oscars" of mooting: awards, hugs, tears, etc.
Photographers not showing up because the Moncton Eagles had made the finals!

#### **IV** Order Sought

The applicant respectfully requests that the declaration be granted with costs.

ALL OF WHICH IS RESPECTFULLY SUBMITTED.

#### **APPENDIX**

In all seriousness, what we really wanted to say is that, although a tremendous amount of work is required, mooting competitively is a very rewarding experience. Not only do you really learn about a given area of law, but you also meet experts in the field. In addition, mooting gives you the opportunity to work with people in the faculty whom you might not meet otherwise, as well as the chance to meet law students from across Canada.

Even though there are easier ways to pick up

## Dream of a Ubiquitous Man

by D. A. Wallbridge 12/3/89

To be

Formless and free

Feeling power

breathing quietly

In your fingertips

- Not the wind

But the cosmic dust

that is still fluid

Poetry

2 credits, if you enjoy mooting, the Faculty probably does not offer any other experience that is as challenging and, in the end, as fun (and do we have the pictures to prove it!).

Finally, if you want any more information on advanced mooting, and in particular the Laskin, feel free to contact us or any of the other students who participated in the advanced mooting program this year.

## Language Requirements cont'd from p. 3

certain number of credits in their second language during the course of their studies. Positive steps will have to be taken to ensure that students who are not fluently bilingual have an opportunity to improve their second language skills.

La proposition du Comité du curriculum a besoin d'être revue mais elle présent un défi que la Faculté ne peut laisser tomber. La proposition est vue comme une démarche politique par certains. Toutes les prises de position sont politiques au fond. Elles démontrent une volonté de changer l'état actuel du monde qui nous entoure. McGill has always been seen as a precursor in the Quebec and Canadian society and even if institutional bilingualism is less fashionable these days, I think that we can go ahead with the substance of the proposal even if improvements will have to be made to it.

Next time the law faculty makes the front page of a newspaper, it will have to be on the basis of a firm proposal including every aspect of the curriculum and without misleading subtitles.

## International Law Moots

From: Prof.'s de Mestral and Toope

#### The Jessup Competition

The Canadian Round of the Jessup International Mooting Competition took place on Friday and Saturday, February 24-25. The McGill team performed well. The final standing of 9th, which resulted from penalties on the factum and the fact of meeting uniformly strong teams, does not really reflect the quality of their performance. The host faculty was the Département des études juridiques de l'UQAM, whose organisation was excellent. The judges included, apart from the usual motley of law professors, distinguished members of the Bench and Bar from Newfoundland to Vancouver.

The winning teams were from Toronto and UBC. These teams will represent Canada at the international competition in Chicago on April 8-9.

It is a source of very great satisfaction to the organizers that this competition was at-

secondian

tly bilingui their secon

résent un dél

tomber. La ne démarché

les prises de fond. Elle

inger l'états

re. McGilla

sor in the O

even if insti-

ahead with en if impo

akes the b

luding e

without a

tended by 21 teams from all 20 law faculties of Canada - something which has never occurred before in a Canadian mooting competition. The Jessup continues to be not only the first national mooting but the biggest and the best.

At the closing banquest, as president of the

CCIL, I took the opportunity of thanking the Deans of Canadian law faculties for their continued moral and financial support.

Concours Rousseau

Le concours de procès simulé en droit intercont'd on p.8

## Greetings Brothers and Sisters

Delta Theta Phi would like to welcome all of its new members this year. We have had a very successful year with active membership increasing almost 100% and with your help, it will be even better next year. Anyone interested in joining may contact Karen Amaron (former Dean of the F.R. Scott Senate) or this year's new Dean.

Congratulations are extended to this year's new Executive:

Dean - Geoffrey Gelber Vice Dean - Phillip Pike Clerk of the Rolls - Joy Adessky Clerk of the Exchequer - Dino Mazzone Master of the Ritual - Adrian Whyatt Bailiff - Colin Chang Tribune - David Butts

Remember a law fraternity is a fraternity (sorority) unlike any other, but it is still only what you make it. Best of luck to all of my brothers and sisters, present and future.

Karen Amaron Former Dean F.R. Scott Senate Delta Theta Phi

## Career Handbook for Law Students

by Peter Hoffmann, in collaboration with the Placement Office, McGill University Faculty of Law

Specifically designed to assist Canadian law students in the pursuit of a successful career.

- 1. Over 100 profiles of legal employers across the country
- 2. Materials and precedents for creation of effective résumés and covering letters
- 3. Practical advice for the interview process
- 4. Information on bar course and bar admission for Canadian and U.S. jurisdictions
- 5. Bibliography of legal and non-legal directories and other useful professional publications
- 6. Much, much more!

Order from your local university bookstore or for a 30-day free examination from Carswell Publications.

TOLL FREE: 1-800-387-5164 (Toronto Business Hours only) ORDERING ADDRESS: Carswell Publications 2330 Midland Avenue Agincourt, Ontario M1S 1P7 (416) 291-8421

FAX: (416) 291-8421

L459-32751 January 1989 236 pp. softcover \$12.95

Price subject to change without notice. 12/88

# L'organisation familiale du capital francophone

IIIe partie d'une série de cinq articles consacrés au rôle de l'état québecois dans l'économie des 25 dernières années.

Non seulement le capital francophone est peu présent à la fin des années 50, mais il est organisé selon un modèle archaïque, incapable de relever le défi que présente la grande entreprise moderne. C'est l'échec de ces entreprises familiales qui amènera le monde des affaires à se tourner vers l'État pour accomplir la mission économique de modernisation qui s'imposait alors. Cet échec se caractérisera par une sous-capitalisation, par l'incapacité des entreprises familiales d'aller au-délà de leurs intérêts immédiats et par le manque de cohésion qui règne entre eux Claude Ryan critiquera sévèrement le financier Jean-Louis Lévesque dans un éditorial de Devoir du 25 novembre 1971:

"Ce financier génial doit aux québécois une large partie de sa réusssite. il ne semble pas préoccupé, cependant, de reinvestir dans des activités productives, au Québec même, la fortune qu'il a accumulée: il est manifestement plus intéressé aux pistes de course de Windsor ... et pouquoi pas aussi de Miami! Est-ce ainsi qu'il entend contribuer à la création de 100,000 emplois de M. Bourassa."

En somme, le modèle d'organisation familiale est devenu totalement désuet et, ironie du sort, il semble intrinsèquement incapable de se métamorphoser et de s'adapter à son environnement. Parmi les faillites les plus retentissantes de cette fin de règne, notons celle de Dupuis et frères qui depuis des décennies avait fait figure de symbole du nationalisme canadien-français face aux autres magasins à rayons, en majeure partie anglophone, où les transactions étaient le plus souvent faites uniquement en anglais. Dupuis ne constitue cependant que la pointe de l'iceberg, la faillite du holding financier Cofomo en 1967, empire financier d'une valeur approximative de 50 millions de dol-

lars, contrôlé par Marc Masson-Bienvenue, devait révéler la grande vulnérabilité du secteur privé francophone. vulnérabilité doit être attribuée en bonne partie à la faiblesse du réseau financier local et des assises des entreprises québécoises campées sur un mode d'organisation périmé Les revers de fortune des grandes familles francophones ont eu pour effet de créer un consensus inévitable en faveur d'un rôle accru de l'État dans l'économie.

Mais penchons-nous sur ces fameuses familles: en 1960, cinq familles importantes contrôlent la quasi-totalité de l'activité économique, ce sont les Simard, Bienvenue, Raymond, Brillant et le group Jean-Louis Lévesque. Ce petit nombre d'acteurs nous démontre l'extrême concentration et l'absence de profondeur de capital autoch-

Ces cinq familles se regroupent autour d'institutions francophones qui joueront un rôle important par la suite, revigorées par l'apport important fourni l'interventionnisme étatique; mentionnons les banques Provinciale et Canadienne-Nationale qui se fusionneront plus tard pour former la Banque Nationale, dans le secteur financier et de l'assurance nous remarquons La Solidarité, Les Prévoyants, L'Alliance,

La Sauvegarde, La Prévoyance, La Nationale mais aussi le Crédit foncier, le Trust général, Administration et Fiducie ... Le mouvement coopératif ne possède pas à la fin des années 50, les pouvoirs suffisants dans sa loi habilitante pour jouer un rôle déterminant, il reviendra au gouvernement Lesage de modifier la Loi des caisses d'épargne et de crédit en 1963 afin d'élargir passablement sa marge de manoeuvre.

Cependant, le déclin des grandes familles ne se fera pas instantanément avec l'élection de Lesage en juin 1960. Le processus de disloquation amorcé à la fin des années 50 se poursuivra pendant toute le décennie suivante. La grande aristocratie d'affaires québécoise ne disparaîtra donc au profit d'un secteur public croissant et générateur d'activités économiques qu'à la fin des années 60.

La fin des années 50 voit conséquemment ou parallèlement un déclin de l'importance économique du Québec dans l'ensemble canadien spécialement vis-à-vis de son voisin ontarien. En effet, le développement d'une industrie lourde à la fin de la guerre s'est surtout fait en Ontario et le Québec n'a cessé de péricliter depuis lors, confiné dans les secteurs mous et primaires. Ce déclin du Québec créera une pression de plus en plus forte sur l'État québécois afin qu'il intervienne massivement. La politique non-interventionniste du gouvernement Duplessis s'avère un échec complet malgré le fait que ce dernier ait réussi une percée majeure en matière de fiscalité en rapatriant une bonne part du pouvoir de taxation jusqu'alors exercé exclusivement par le gouvernement fédéral. Pour le reste, malgré le déclin de certains milieux d'affaires, une participation de l'État demeure la solution ultime, l'ampleur qu'elle prendra occupant l'avantscène du débat.

Quant à Duplessis, sa réponse à toutes les suite à la p.9

#### SMART & BIGGAR

Barristers & Solicitors — Patent & Trade Mark Agents

Practice Restricted to Patents, Trade Marks, Designs, Copyright and Related Causes

**OTTAWA** 

P.O. Box 2999, Station D 55 Metcalfe Street, Suite 900

439 University Avenue Toronto, Ontario, Canada Telephone: (416) 593-5514 Telex: 06-219581 Facsimile: (416) 591-1690

TORONTO

Ottawa, Ontario, Canada K1P 5Y6 Telephone: (613) 232-2486 Telex: 053-3731 Facsimile: (613) 232-8440

#### L' Organisation Familiale suite de la p. 8

pressions que nous venons de décrire demeure le laisser-faire le plus complet et la défense d'une idéologie traditionnelle basée sur un mode de vie catholique et rural. Duplessis est un ardent partisan de a Nation l'entreprise privée comme il l'expliquait au le Tout Devoir:

"C'est le système par excellence, celui de la logique, de la Justice, du progrès, de la un rôle prospérité, celui de qui découle la bonne emement administration, les saines initiatives et les caisses réalisations humanitaires ... c'est le seul d'élarge conforme à la dignité humaine, à la vérité profonde et au progrès durable."

vre.

décennie e d'affaire

profitd'u générateu la fin de

uemmento important l'ensemble vis de su veloppemen de la guer le Québec 11 confiné dans Ce déclind e plus en plu qu'il interi que non intr ent Dupless gré le fait qu ée majeure o ant une bom ısqu'alors & gouvement é le déclina participed tion ultim ipant l'avid

à toutes la uite à la p

millesne Pour ajouter à son absentionnisme, Dupleslection de sis poursuit une politique de ressources sdedish naturelles au profit du capital étranger sans tées Il exigence aucune quant à la transformation sur place des minéraux extraits. En somme, son serment non-interventionniste devient intolérable pour toutes les factions de la société québécoise autant chez les travailleurs qui connaissent un taux de chômage de près de 9,2% en 1960 et subissent une forte répression de leurs activités syndicales que chez l'élite économique qui assiste, impuissante, à la marginalisation de la structure industrielle de la province. "En fait, l'approche duplessiste des réalités économiques est simplist et démagogique. Il ne comprend pas la complexité du monde industriel dans sa phase monopoliste et voit toujours le salut par l'agriculture." Il confiera d'ailleurs au Devoir son penchant pour le retour à la terre:

"L'agriculture est véritablement le point d'appui dont parle Archimède pour soulever le monde. L'agriculture, c'est l'industie basique, c'est la pierre angulaire du progrès, de la stabilité et de la sécurité. Les peuples forts sont ceux chez lesquels l'agriculture occupe une place de choix."

Dans cette perspective l'État doit donc favoriser l'entrée de capitaux étrangers tout en assurant le maintien de la paix sociale indispensable à la stabilité des investissements: "Nous avons les ressources, vous avez l'argent ... travaillions ensemble," clamaitil. Ces prises de position de Duplessis, responsable du déclin économique du Québec, lui assurent cependant une machine électorale d'une très grande efficacité. D'une part, son préjugé favorable à l'agriculture lui procure une base d'appuis importants dans le Québec rural et d'autre part, sa politique de laisser-faire et de dilapidation des richesses naturelles lui fournit le financement électoral nécessaire auprès des corporations bénéficiaires. Il faudra attendre sa mort en 1959 et certaines initiatives legislatives d' assainissement des moeurs électorales pour voir s'écrouler la grande machine à vote de l'Union Nationale, symbole d'un certain archaïsme politique révolu.

# NOTES